

# Régulation des marchés du haut et très haut débit fixes – Consultation publique du 23 février au 3 avril 2023

Ce document est public. Les éléments protégés par le secret des affaires sont signalés de la façon suivante : [SDA ...]

## Présentation de Colt Technology Services

Colt Technology Services (ci-après « Colt ») est un opérateur d'envergure internationale, présent dans plus de 30 pays, dédié à la satisfaction des besoins des entreprises. En France, il déploie son propre réseau FttO depuis 1997.

Les services qu'il propose à ses clients, principalement en Europe mais également en Amérique du Nord et en Asie, incluent la fourniture de connectivité à haut et très haut débit, la téléphonie fixe et l'hébergement à destination. Ces services sont proposés tant à des clients entreprises (marché de détail) qu'à des opérateurs de communications électroniques adressant également la clientèle entreprises (marché de gros).

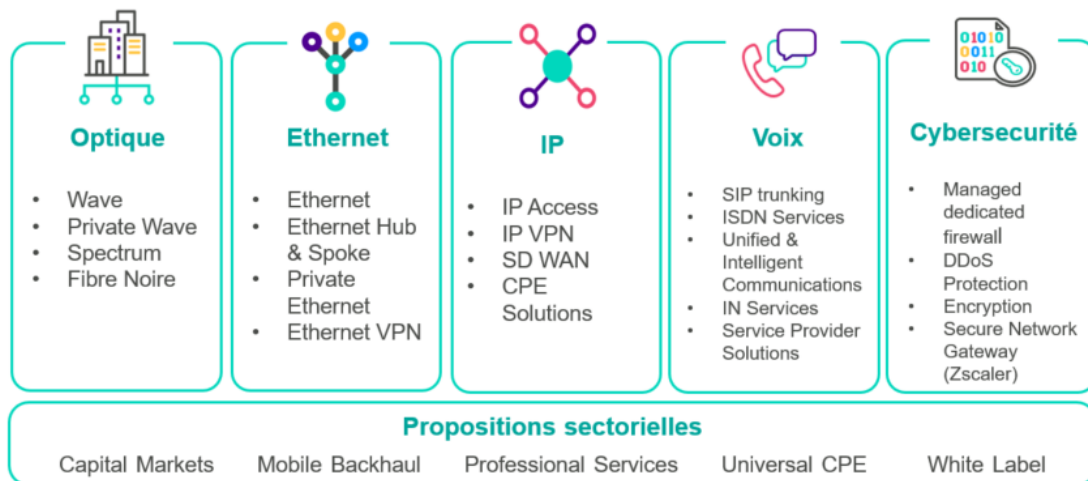
En novembre 2022, Colt et Lumen ont annoncé être entrés en négociations exclusives pour l'acquisition par Colt des activités « EMEA » (Europe, Moyen-Orient, Asie) de Lumen<sup>1</sup>. Si cette transaction est autorisée par les autorités compétentes des pays concernés<sup>2</sup>, le réseau de Colt sera étendu à d'autres pays et son réseau européen sera complété par l'ajout de nouvelles villes et data centers, renforçant sa capacité à proposer des services de haute qualité aux entreprises internationales.



*Colt en quelques chiffres*

<sup>1</sup> Un communiqué de presse (en anglais) a été publié : <https://www.colt.net/resources/lumen-enters-into-agreement-regarding-divestiture-of-emea-business-to-colt-technology-services-for-1-8b/>

<sup>2</sup> La Commission européenne est compétente pour examiner cette opération.



### Offres de Colt

Colt se positionne avant tout sur le haut du marché entreprises en fournissant essentiellement des services avec une qualité de service élevée (garanties fournies en termes de débit, de résilience de sécurité, d'interruption maximale de service, de temps de rétablissement en cas d'incident, etc.) et en proposant des offres répondant aux besoins spécifiques et complexes des entreprises.

Ces besoins varient selon les services demandés (connectivité, IP, téléphonie, etc.) mais également selon le nombre et le type de sites à desservir et le niveau de fiabilité exigé pour les raccordements (par ex., multi-accès aux fins de sécurisation). Les clients relèvent de secteurs d'activités variés, dont certains pour lesquels la fourniture de services de haute qualité revêt une importance vitale (services financiers, e-commerce, médias, etc.).

Le réseau et les clients de Colt (notamment leurs besoins multi-sites) sont illustrés dans le schéma ci-dessous.

Colt est présent en France depuis 1997. Il y investit dans le déploiement de ses propres infrastructures, de génie civil, de dégroupage et de fibre optique, en déployant son réseau dans les grandes villes (Paris, Lyon, Marseille et leur périphéries).

Lorsque les conditions techniques et économiques le permettent, Colt fait le choix d'investir dans son réseau propre pour pouvoir faire jouer pleinement sa capacité de différenciation et répondre aux besoins de ses clients. Ce n'est que lorsque ces conditions ne sont pas réunies que Colt a recours à des offres de gros d'accès, passif ou activé, proposées par des opérateurs tiers et notamment, en France, par Orange.

En effet, pour satisfaire la demande de ses clients, qu'ils relèvent du marché de détail ou du marché de gros, il est indispensable pour Colt – et plus généralement pour les opérateurs purement entreprises – de pouvoir disposer d'une diversité d'offres, basées tant sur son réseau et ses investissements en propre que sur les offres, régulées et commerciales, d'opérateurs tiers.

Plus précisément, les offres de Colt basées sur son réseau ou investissement en propre sont constituées :

- majoritairement d'infrastructures en fibre optique bâties entièrement par Colt, sur la base notamment d'offres régulées d'accès à l'infrastructure de génie civil d'Orange (Colt possède aujourd'hui en France un réseau étendu de fibre optique de plus de [SDA]) ;
- de ses investissements dans le dégroupage pour assurer une présence locale dans les nœuds de raccordement d'abonnés (ci-après « NRA ») d'Orange.

A ce jour, environ [SDA] accès de Colt sont construits sur la fibre optique, dont [SDA] sur la base de ses propres câbles.

Les offres de Colt desservant des sites non directement accessibles depuis son réseau sont construites majoritairement sur la base d'offres de gros régulées d'accès activé, principalement les offres de services de capacités sur fibre optique dédiée (architecture de boucle locale optique dédiée dite « BLOD ») et sur cuivre (offres CELAN).

## Commentaires de Colt sur les projets de décision d'analyses des marchés du haut et très haut débit fixes

Colt souhaite remercier l'Autorité de lui donner l'opportunité de formuler ses observations sur le prochain cycle d'analyse des marchés du haut et très haut débit fixes.

Comme Colt a eu l'occasion de le souligner dans le cadre de sa réponse à la consultation publique publiée l'été dernier sur les « bilan et perspectives » de la régulation, dont il maintient en intégralité les observations, le prochain cycle sera celui au cours duquel la fermeture du réseau de cuivre d'Orange va entrer dans un processus industriel. A ce titre, ce cycle, qui sera en vigueur jusqu'à la fin de l'année 2028, sera peut-être le plus important de l'histoire de la régulation des communications électroniques.

La fermeture du réseau de cuivre constitue en effet un changement majeur, qui sera source d'opportunités pour accélérer la numérisation des entreprises mais également de risques très importants l'animation concurrentielle du marché. Au-delà de la fermeture du réseau de cuivre, la dynamique actuelle sur le marché entreprises est encore insuffisante puisqu'Orange demeure largement dominant, au gros comme au détail, quel que soit le support d'accès<sup>3</sup>.

Or, Colt fait malheureusement le constat que les projets de l'Autorité ne sont pas à la hauteur des enjeux pour le marché entreprises, et que les conditions envisagées ne permettront pas de préserver le niveau – déjà insuffisant – de concurrence sur le marché, ni *a fortiori* de le développer.

**En premier lieu, les projets de décision d'analyse des marchés ne prévoient pas les mesures et garanties nécessaires au maintien *a minima* de la concurrence :**

- les **critères de fermeture du cuivre**, s'agissant notamment des offres devant être disponibles en substitution, sont incomplets et imprécis et offrent ainsi à Orange la faculté de fermer son réseau de cuivre alors que les conditions d'un maintien de la concurrence ne sont pas effectivement réunies. Il convient *a minima* que l'Arcep définisse, après concertation avec les opérateurs, une grille d'analyse et des « sous-critères » devant guider Orange dans l'appréciation du caractère suffisant ou non des offres de substitution. A cet égard, il est impératif que l'Arcep précise dans ses projets de décisions que les offres de substitution sur BLOM devant permettre de répondre aux besoins des entreprises doivent toutes proposer :
  - o la possibilité de souscrire à du multi-accès sans condition liée à la disponibilité de fibre surnuméraire et sans surcoût ;
  - o des débits garantis ;
  - o une véritable GTR 4H (y compris pour les offres activées) ; et
  - o des conditions techniques et tarifaires pour la collecte adaptées aux besoins et pratiques du marché entreprises (notamment pour les offres de type « FttH pro », indispensables pour répondre aux besoins des entreprises « multi-sites » dont certains ne nécessitent pas des garanties de qualité de service élevée).
  - o En outre, les délais de préavis doivent être suffisants (au strict minimum 18 mois entre l'annonce de la fermeture commerciale et la fermeture commerciale effective ; 36 mois minimum entre l'annonce de la fermeture commerciale et la fermeture technique effective) ;
- la levée ou l'allègement de la **régulation tarifaire** proposés par l'Autorité sur le cuivre ne feront qu'augmenter la rente qu'Orange tire de ce réseau déjà amorti, sans créer d'incitations supplémentaires à la migration des entreprises, pour lesquelles le véritable

<sup>3</sup> La seule nuance pouvant être apportée concernant le marché des offres de gros d'accès activé de haute qualité, dans les zones desservies par certains opérateurs de RIP.

jalón est la fermeture technique. Ces mesures sont uniquement pénalisantes pour les opérateurs focalisés sur le marché entreprises concurrents d'Orange. A l'instar de ce qui s'est passé en pratique dans d'autres pays, le tarif du dégroupage doit être gelé ;

- l'absence de **mesures de compensations financières** de la part d'Orange est incompréhensible, inéquitable et préjudiciable à l'exercice d'une concurrence effective et loyale : la décision d'Orange de fermer son réseau de cuivre implique des coûts supplémentaires qu'il n'est ni justifié ni proportionné de laisser entièrement à la charge de ses concurrents, alors que les bénéfices attendus de la fermeture du cuivre pour les opérateurs purement entreprises sont très limités, pour ne pas dire inexistantes. Lorsqu'Orange avait décidé de fermer la technologie ATM, des mesures de compensation avaient été prévues. Il doit en aller de même pour la fermeture du réseau de cuivre.

En deuxième lieu, les projets de l'Autorité doivent être modifiés et complétés pour imposer à Orange **les obligations de qualité de service et d'accès** qui répondent aux demandes du marché entreprises.

D'abord, Orange doit fournir une qualité de service à la hauteur des attentes du marché.

Sur le réseau de cuivre, pour les accès entreprises (accès multipaires et avec GTR payante), aucune adaptation des prestations de SAV ni baisse des exigences (applicabilité des seuils de qualité de service) n'est acceptable. La fourniture d'un niveau de qualité de service élevé est requise jusqu'à la fermeture technique du réseau.

Sur la fibre à destination des entreprises, la qualité de service fournie par Orange, notamment sur la livraison dans le cadre des offres d'accès activé, est très insuffisante, et cela depuis de nombreuses années. Les actions mises en œuvre par Orange pour résorber ses retards très importants doivent prioriser la BLOD, pour laquelle les opérateurs tiers payent un coût élevé et qui constitue la majorité de leur parc d'accès activés, plutôt que le FttE, qui ne concerne à ce jour qu'un nombre très réduit d'accès. Un plan d'action concret, clair et précis doit être fourni à brève échéance.

Ensuite, Colt demande à l'Autorité d'imposer à Orange l'obligation de fournir des prestations de desserte interne et une garantie de diversité de bout-en-bout, qui répondent à une demande forte et ancienne du marché et participent de l'effectivité de l'accès. Des opérateurs tiers fournissent de telles prestations, et on ne comprend pas pourquoi Orange ne veut pas les proposer (sauf à sa propre branche de détail), si ce n'est parce qu'il tente de freiner le développement d'une concurrence équitable.

En dernier lieu, Colt rappelle l'importance de la prévisibilité et de la transparence des évolutions du cadre réglementaire. Il invite l'Autorité à préciser son analyse et les obligations qu'elle propose d'imposer à Orange en sa qualité d'opérateur puissant sur plusieurs points, précisés dans ses observations développées ci-dessous. En particulier, si l'Autorité devait décider de lever ou d'alléger la régulation tarifaire (ce qui n'a pas d'effet incitatif sur les entreprises, mais seulement un effet pénalisant pour les opérateurs alternatifs adressant cette clientèle), les préavis en cas d'évolution des tarifs à la hausse doivent être suffisamment longs (18 mois à compter de la fermeture commerciale effective) et ne pas dépendre de l'ampleur de la hausse des tarifs décidée par Orange.

Par ailleurs, comme il l'avait souligné dans sa réponse à la consultation sur les « bilan et perspectives », il est nécessaire que l'Arcep puisse apporter des correctifs aux remèdes imposés ou à leur mise en œuvre au cours de la période couverte par les prochaines analyses de marché, dont la durée est désormais de 5 ans. En effet, dans le cas où les conditions définies pour encadrer la fermeture du cuivre se révéleraient insuffisantes pour remédier aux problèmes concurrentiels qu'elle va engendrer, comme Colt le craint si l'Autorité maintient son projet en l'état,

des adaptations du cadre devront pouvoir être mises en œuvre rapidement afin d'en assurer l'efficacité.

\*\*\*

**Colt en appelle à l'Autorité pour adopter les mesures nécessaires au maintien et au développement de la concurrence sur le marché entreprises. Le soutien de l'Autorité dans cette phase de transition, décisive pour l'avenir du marché, est indispensable.**

## Commentaires sur le projet de décision d'analyse du marché 1

**Question 1. Avez-vous des observations sur la définition du marché pertinent de fourniture en gros d'accès local en position déterminée ?**

**Question 2. Avez-vous des observations sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de fourniture en gros d'accès local en position déterminée ?**

Colt partage l'analyse de l'Autorité selon laquelle la délimitation géographique du marché pertinent demeure nationale, de même que son analyse concernant la puissance d'Orange sur le marché.

**Question 6. Que pensez-vous du dispositif relatif aux mailles de fermeture proposé ? Quelle est votre position concernant un découpage adapté au traitement des communes les plus peuplées ? Faudrait-il selon vous prévoir une maille de fermeture infra communale et, le cas échéant, laquelle et pour quelle raison ?**

Colt ne s'oppose pas au choix de la maille communale pour la fermeture commerciale puis technique. Colt est également favorable à ce que la maille du NRA soit retenue.

En particulier, si l'Autorité devait entériner la possibilité pour Orange de procéder à la fermeture du cuivre sur une zone infra-communale, alors la maille de la zone-arrière de NRA devrait être retenue.

Colt souhaite rappeler que ses systèmes d'information, étant conçus pour répondre à ses besoins dans la trentaine de pays où il propose ses services, ne sont pas en mesure de traiter des données spécifiquement françaises, telles que les codes IRIS ou encore INSEE. Ainsi, il importe que la maille retenue, tout comme les informations qu'Orange doit communiquer, puissent être facilement exploitables. C'est pourquoi Colt demande que le code postal, donnée accessible à l'ensemble des opérateurs (y compris Orange), fasse systématiquement partie des informations de référence.

**Question 7. Pour permettre le recours à un délai de prévenance réduit à 18 mois entre l'annonce de la fermeture commerciale et la fermeture commerciale effective, l'Arcep souhaiterait retenir des critères relatifs à des taux minimaux de déploiement FttH, de mutualisation à la maille des PM concernés et de migration des abonnés des réseaux cuivre vers les réseaux FttH. Ces critères vous apparaissent-ils pertinents ? Quelle devrait être la valeur des taux retenus ? D'autres critères doivent-ils être envisagés notamment pour rendre compte des enjeux spécifiques au marché entreprise, ou la spécificité de certains territoires (par exemple la présence de NRA-ZO ou de NRA-MED) ?**

Compte tenu de la durée des contrats de détail sur le marché entreprises, des difficultés de migration (durée de négociations, etc.) ainsi que des coûts humains, techniques et financiers engendrés par la migration, le délai total, entre l'annonce de la fermeture commerciale et la fermeture technique, doit être au minimum de 36 mois.



A ce stade, le projet de l'Autorité prévoit un délai de 30 mois. Colt demande donc que ce délai soit de 36 mois et souligne qu'en tout état de cause il ne saurait être réduit à moins de 30 mois.

En complément, Colt renvoie à ses observations formulées en réponse à la question 10.

#### **Question 8. Que pensez-vous de la faculté d'une fermeture technique à l'adresse et des délais associés envisagés par l'Autorité ?**

Colt partage pleinement l'analyse de l'Autorité selon laquelle les offres d'accès à destination des entreprises doivent être exclues du dispositif de fermeture technique « à l'adresse » (« FTA »).

Cela s'explique non seulement par les logiques et les temps de migration spécifiques aux entreprises, comme le souligne l'Autorité, mais également par la difficulté qu'ont les opérateurs n'accédant pas aux réseaux FttH par le biais d'offres passives, tels Colt, à traiter les informations spécifiques au FttH (IPE), qu'il serait nécessaire de savoir exploiter pour identifier les accès entreprises concernés dans la zone de FTA<sup>4</sup>. Cela impliquerait de supporter de nouveaux coûts de développement des systèmes d'information, qu'il n'est pas raisonnable de faire supporter aux concurrents d'Orange pour lui permettre de fermer son réseau de cuivre.

Par ailleurs, alors même qu'à ce jour aucun accès entreprise ne fait l'objet d'une FCA, le projet de l'Autorité prévoit de maintenir la possibilité pour Orange de procéder à une telle fermeture pour ces accès. Par souci de cohérence avec l'exclusion de la FTA pour les accès entreprises, et afin de ne pas complexifier davantage la lisibilité globale du processus de fermeture en créant des « poches » de FCA s'ajoutant aux zones de fermeture commerciale par communes, Colt demande que l'Arcep exclue expressément la possibilité pour Orange de procéder à une FCA pour les accès entreprises.

Colt relève en outre que, selon le projet de l'Autorité, l'obligation de non-excessivité pourrait s'appliquer 6 à 12 mois après « l'éligibilité » de la FCA, avec une FCA qui pourrait en théorie intervenir bien après, puisque le délai de 6 mois ne court qu'à compter de « l'annonce » et non de l'éligibilité<sup>5</sup>. Il y a là, *a minima*, une incohérence, qui permettrait à Orange de pratiquer des tarifs non-excessifs dans une zone non fermée commercialement. A cela s'ajoute le fait qu'une telle obligation de non-excessivité n'est pas justifiée pour les accès entreprises, dans la mesure où elle n'aurait pas d'effet incitatif, mais seulement un effet pénalisant pour les opérateurs entreprises (cf. réponse aux questions 19 à 22 *infra*).

#### **Question 10. Que pensez-vous des mécanismes de contrôle de la mise en œuvre des critères préalables à la fermeture de la boucle locale cuivre envisagés ? Estimez-vous que d'autres mécanismes de contrôle devraient être mis en place ? Si oui, lesquels ?**

Colt constate malheureusement que la partie « modalités de contrôle » ne précise, en réalité, aucune modalité de contrôle effectif des critères de fermeture.

En effet, non seulement il n'est fait référence qu'à la « mise en œuvre du critère de disponibilité de l'infrastructure FttH de substitution », passant sous silence les modalités de contrôle du critère

<sup>4</sup> Il faudrait sinon que non seulement Orange, mais également les opérateurs tiers fournissant des accès de gros sur cuivre à partir du dégroupage, transmettent à leurs clients opérateurs la liste exhaustive des accès/prestations concerné(e)s.

<sup>5</sup> Colt comprend du projet de décision que la FCA pourrait intervenir, pour les accès entreprises, dans un délai de 6 mois à compter de l'annonce de la FCA – qui peut elle-même intervenir au plus tôt à la date à laquelle les critères de fermeture sont (d'après Orange) respectés –, tandis que l'obligation de non-excessivité pourrait entrer en vigueur dans un délai de 6 à 12 mois à compter de « l'éligibilité » de la FCA, c'est-à-dire, selon la compréhension de Colt, à compter de la date à laquelle les critères de fermeture seraient respectés. Mais rien ne garantit que l'annonce sera effectuée à la date à laquelle les critères de fermeture sont (d'après Orange) respectés.

relatif à la disponibilité d'offres adaptées aux différents types de besoins des utilisateurs, mais en plus le « contrôle » envisagé ne consiste qu'en une obligation pour Orange de mettre certaines informations à disposition du public et de consulter les élus locaux, dont on ne comprend pas bien quels seraient les moyens d'action en cas de non-respect par Orange des critères de fermeture.

Colt, comme il l'avait déjà souligné dans sa réponse à la consultation publique publiée l'été dernier, considère qu'Orange ne peut pas être le seul juge de la satisfaction des critères de fermeture commerciale. Il en va ainsi en particulier du critère relatif à l'effectivité des conditions d'accès proposées par lui ou par des tiers sur les réseaux de fibre optique qui, contrairement à des critères plus objectifs (par exemple, le fait d'atteindre un seuil de couverture de la population par le réseau FttH de X %), repose sur une appréciation en grande partie subjective de différents éléments.

Dans sa réponse à la consultation publique portant sur les « bilan et perspectives » de régulation, Colt avait suggéré que l'Arcep adopte, pour chaque zone, une décision constatant le respect de des critères. Une telle mesure est nécessaire notamment afin d'assurer la disponibilité réelle d'offres de gros adéquates, en temps utile, et qui reflètent la demande exprimée concrètement par les opérateurs alternatifs focalisés sur le marché des services pour les entreprises, au vu de leurs contraintes économiques. Les décisions structurantes du marché ne peuvent être laissées entre les mains de l'opérateur puissant, qui est naturellement incité à privilégier ses propres intérêts à court, moyen et long termes.

A défaut d'une telle décision, Colt appelle l'Autorité à préciser, après concertation avec les opérateurs, des « sous-critères » qui devront guider Orange dans l'appréciation du critère relatif à la disponibilité d'offres proposant *« des conditions techniques et économiques d'accès fonctionnelles et éprouvées permettant aux opérateurs tiers de reproduire de façon suffisamment proche les offres principales qu'ils fournissaient sur la boucle locale cuivre »*.

S'agissant des offres spécifiques entreprises, Colt déplore que les projets d'analyse de marchés conservent la très grande imprécision du cadre actuel sur le contenu de ces offres.

On comprend ainsi qu'il faut :

- au moins une offre de gros d'accès activé sur BLOM *« permettant de répondre aux besoins des clients entreprises »*, dont on croit deviner qu'il s'agit d'une offre de type « FttH pro », par opposition à l'offre de gros activée sur BLOM construite à partir des offres d'accès passives avec GTR 4h, mentionnée après ;
- *« des offres de gros d'accès de haute qualité sur fibre présentant des conditions tarifaires et techniques comparables aux offres SDSL »*. L'Arcep précise que les offres d'accès passif sur BLOM avec GTR 4H *« pourraient par exemple »* être ainsi visées, sans que l'on sache si ces offres seront considérées ou non comme *« présentant des conditions tarifaires et techniques comparables aux offres SDSL »*, et quelles autres offres pourraient être considérées comme satisfaisant ce critère. Colt précise qu'à ce jour, aucune offre sur fibre ne présente des conditions tarifaires comparables à celles du dégroupage ;
- Au moins une offre de gros d'accès activé sur BLOM, *« correspondant à l'offre passive mentionnée ci-dessus »*, sans que l'on sache si cela implique qu'une option GTR 4h HO-HNO doive être obligatoirement proposée.

En outre, rien n'est dit ni sur les critères d'analyse du caractère *« comparable »* ou *« suffisamment proche »* des tarifs de ces offres en comparaison des offres SDSL, ni sur les conditions techniques ou opérationnelles.

Colt considère que ce manque de précision comporte le risque majeur d'une fermeture commerciale du cuivre sans que le caractère fonctionnel et éprouvé des offres de substitution



soit réellement prouvé, et donc d'une fermeture commerciale prématurée, qui serait extrêmement préjudiciable à l'exercice d'une concurrence effective et loyale entre les opérateurs sur le marché entreprises.

A cet égard, Colt souligne qu'il est indispensable :

- Que les offres de substitution spécifiques entreprises proposent de la GTR 4h, y compris pour les offres d'accès activé sur BLOM, et que cette GTR 4h ne soit pas assortie de conditions et limitations qui, en pratique, rendent cette GTR inopérante (par exemple, exclusion de la GTR 4h dans le cas où le dérangement est lié à une coupure sur un câble de plus de 24 fibres optiques). A ce propos, Colt estime qu'il est très peu probable que des offres d'accès (activé, ou même passif) avec GTR 4H puissent être proposées et effectivement fournies dans des conditions satisfaisantes sur des architectures BLOM sans adaptation, et invite l'Autorité à reconsidérer le cadre symétrique pour imposer l'obligation aux OI de déployer, en zone moins dense, une architecture BLOM avec adaptation (point-à-point) pour répondre aux besoins des entreprises ;
- Que les offres de substitution spécifique entreprises proposent des débits garantis ;
- Que ces offres permettent le multi-accès, sans surcoût par rapport au tarif de la première fibre, et sans condition liée à la disponibilité de fibres surnuméraires. Le multi-accès a toujours été, et demeurera, un besoin primordial de la clientèle entreprises et des opérateurs (besoins de sécurisation, multi-sourcing auprès de plusieurs opérateurs, besoin de pouvoir procéder à des « créations-résiliations » pour éviter des coupures d'accès dans le cadre d'un changement d'opérateur) ;
- Que les offres de type « Ftth pro » (par exemple l'offre Ftth Access proposée par Orange depuis l'automne 2022), dont Colt avait souligné la nécessité dans sa réponse à la consultation sur les « bilan et perspectives », proposent des conditions techniques et tarifaires adaptées au marché entreprises (en particulier, collecte du même type que celle proposée pour CELAN et tarification forfaitaire de la collecte, non liée à l'usage), ou que puissent se développer des offres de « collecte pour compte de tiers » (via des opérateurs agrégateurs) qui pourraient éventuellement permettre de résoudre les problèmes techniques et tarifaires découlant de l'offre de gros Ftth pro.

Colt estime nécessaire que l'Autorité se saisisse sans tarder de ces sujets aux fins de garantir les conditions d'exercice d'une concurrence équitable entre les opérateurs.

**Question 13. Avez-vous des observations sur l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée, et sur les précisions de cette obligation portant sur le dégroupage de la boucle locale de cuivre et les ressources et services associés à la fourniture de l'accès local en position déterminée ?**

Le prochain cycle d'analyse des marchés, qui portera sur les années 2023-2028 comptera parmi les plus importants dans l'histoire de la régulation des communications électroniques, du fait de la fermeture du réseau de cuivre qui s'étalera, selon le plan d'Orange, jusqu'en 2030.

Colt a déjà souligné dans sa réponse à la consultation sur les « bilan et perspectives » qu'il est indispensable que l'Autorité adopte les mesures nécessaires visant à éviter une régression de la concurrence, notamment sur le marché entreprises, alors que la fin du cuivre signifiera pour les opérateurs tels que Colt une régression dans l'échelle des investissements dans un certain nombre de cas, et un risque très élevé de *churn* pour les clients qu'il ne sera pas possible de migrer vers une solution comparable à celle fournie sur le cuivre.

[SDA]

L'ensemble des offres sur fibre nécessaires à l'exercice d'une concurrence effective et loyale sur le marché entreprises, que ce soit ou non pour répondre aux besoins de migration du cuivre vers la fibre, ne sont pas disponibles à ce jour dans des conditions techniques (question de la collecte, du multi-accès, de la GTR 4h, notamment) ou tarifaires satisfaisantes (niveau tarifaire concernant le FttE ou existence de tarifs liés à l'usage/consommation des débits concernant le "FttH pro").

En sus des remarques qu'il a déjà formulées à propos de ces offres de gros sur fibre (cf. question 10 *supra* : nécessité de disposer du multi-accès, d'une véritable GTR 4h, de débits garantis, collecte adaptée), Colt réitère une nouvelle fois sa demande qu'Orange propose un ensemble de mesures visant à compenser les coûts que les opérateurs alternatifs supportent du fait de sa décision de fermer le réseau de cuivre (subvention par accès résilié, frais d'accès aux services gratuits, prise en charge des coûts de dépense des équipements au NRA, etc.).

Dans son rapport BoR (22) 69 de juin 2022<sup>6</sup>, le BEREC relève que « *Dans nombre de cas, l'ARN [Autorité de régulation nationale] n'a pas besoin d'établir de règles supplémentaires concernant les coûts de migration. Par exemple, dans le cas où (i) l'opérateur PSM [puissant sur le marché] offre déjà une migration gratuite de l'accès cuivre vers un réseau d'accès alternatif ; (ii) le nombre de lignes toujours actives basées sur l'accès de gros au cuivre est déjà (très) réduit ; (iii) le délai de préavis est long (par exemple 5 ans) puisque depuis cette date les opérateurs alternatifs ont déjà recouvert la majorité de leurs coûts d'investissements liés à l'utilisation des produits d'accès de gros sur cuivre et les utilisateurs finals ont suffisamment de temps pour migrer volontairement vers un service basé sur un réseau d'accès alternatif ; ou (iv) des produits d'accès de gros alternatifs sont proposés par plusieurs opérateurs de réseau et les règles imposées à l'opérateur PSM en ce qui concerne les coûts de migration influenceraient indûment les autres produits d'accès de gros alternatifs et distordraient la concurrence sur le marché* »<sup>7</sup>.

Force est de constater qu'aucune de ces conditions n'est vérifiée en France<sup>8</sup> mais que, pour autant, l'Autorité ne prévoit d'imposer à Orange aucune obligation relative aux coûts de migration.

C'est même l'inverse que l'on constate, puisque l'Arcep envisage un allègement, voire une suppression pure et simple, de la régulation tarifaire du cuivre. Il n'est pas douteux qu'Orange augmentera alors les tarifs de ses offres de gros sur cuivre. Ainsi, la proposition de l'Arcep conduire à une augmentation de la rente qu'Orange tire du cuivre pendant la période de migration.

Cette situation est parfaitement incompréhensible, injustifiée et inéquitable (cf. réponse aux questions 19 à 22).

Elle apparaît également inédite, puisqu'à la connaissance de Colt, aucun autre régulateur européen n'a décidé ou n'envisage l'allègement ou la suppression des remèdes tarifaires sur le

<sup>6</sup> BEREC, "Report on a consistent approach to migration and copper switch-off".

[https://www.berec.europa.eu/sites/default/files/files/document\\_register\\_store/2022/6/BoR%20%2822%29%2069\\_BEREC%20Report%20on%20a%20consistent%20approach%20to%20migration%20and%20copper%20switch-off.pdf](https://www.berec.europa.eu/sites/default/files/files/document_register_store/2022/6/BoR%20%2822%29%2069_BEREC%20Report%20on%20a%20consistent%20approach%20to%20migration%20and%20copper%20switch-off.pdf)

<sup>7</sup> Traduction de courtoisie, cf. section 5.8 « *In many cases there is no need that the NRA sets further rules on the migration costs. For example, in case (i) the SMPO already offers free migration from the legacy copper access network to the alternative access network; (ii) the number of copper-based wholesale access lines which are still in use is already (very) small; (iii) the notice period is long (e.g. 5 years) since then ANOs already recovered most of the investment costs related to the use of the existing copper-based wholesale access products and the end-users have sufficient time to migrate voluntarily to an end-user service based on the alternative access network; or (iv) alternative wholesale access products are available from several network operators and rules imposed on the SMPO with regard to the migration costs would unduly influence the other alternative wholesale access products and bias competition in the market.* »

<sup>8</sup> S'agissant du point (iv), Colt souligne que certaines mesures de compensation qu'Orange devrait proposer seraient neutres (et même bénéfiques) pour l'ensemble des opérateurs proposant des offres d'accès de gros sur fibre (par exemple, subvention par accès résilié, comme c'était le cas pour l'ATM, quel que soit le nouvel opérateur choisi après migration).

cuivre comme un moyen d'inciter à la migration ou, pour reprendre une expression de l'Autorité, de « responsabiliser » les opérateurs dans leurs arbitrages.

Colt appelle ainsi l'Autorité à prévoir les mesures nécessaires à la préservation d'une concurrence loyale, en s'inspirant par exemple des mesures prévues par d'autres régulateurs. Ainsi, en Italie, selon le rapport précité du BEREC, « *l'opérateur puissant doit couvrir les coûts suivants : (i) la désactivation du produit d'accès ancien/historique et l'activation du produit d'accès nouveau/alternatif ; (ii) les coûts additionnels de décommissionnement des sites de co-localisation des opérateurs alternatifs, et ; (iii) les coûts de co-localisation dans un nouveau site d'interconnexion et les équipements d'interconnexion pour migrer les clients. En outre, durant la migration, jusqu'à ce que le site d'interconnexion [NRA] soit fermé, le prix d'accès au service de gros "de substitution" sur réseau d'accès de nouvelle génération [NGA] est égalisé avec le prix de gros du service cuivre "substitué" »<sup>9</sup>.*

Il conviendrait, au strict minimum, qu'Orange octroie une subvention par accès résilié, qui ne saurait être inférieure à celle prévue dans le cadre de la fermeture de l'ATM (200€/accès) et prenne en charge les coûts de dépose des équipements des opérateurs tiers dans les NRA.

**Question 14. Que pensez-vous du principe d'instaurer une obligation et un test de reproductibilité tarifaire s'agissant des accès cuivre qui ne seraient plus soumis à une obligation d'orientation vers les coûts ? Avez-vous des observations sur les modalités que ce test devrait prendre ?**

Au préalable, Colt rappelle qu'il est fermement opposé à tout allègement (et *a fortiori* à toute levée) de la régulation tarifaire du cuivre pour les accès entreprises (cf. réponse aux questions 19 et 20).

Si l'Autorité devait malgré tout poursuivre dans cette voie, alors l'imposition d'une obligation de reproductibilité tarifaire constituerait un strict minimum.

Colt relève toutefois que le projet de décision ne précise pas par rapport à quelle(s) offre(s) ce test serait effectué, mais seulement que le test serait effectué « offre par offre ».

A cet égard, Colt souligne que le test de reproductibilité tarifaire devra tenir compte très précisément des caractéristiques techniques de toutes les offres de détail proposées par Orange Business Services (niveau de GTR, débits symétriques, multi-accès, etc.) et tester la répliquabilité à partir des offres de gros d'accès activé, en incluant les coûts de collecte d'un opérateur purement entreprises (y compris les coûts d'investissement dans une nouvelle collecte, le cas échéant).

**Question 16. Avez-vous des observations liées à l'obligation de transparence et de publication d'informations concernant l'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée ? Que pensez-vous en particulier de l'obligation de préavis spécifique imposée s'agissant des évolutions tarifaires pour les accès cuivre faisant l'objet d'une obligation de non-excessivité ?**

En ce qui concerne l'obligation de préavis en cas d'évolution tarifaire, Colt renvoie à ses observations en réponse aux questions 19 à 22.

<sup>9</sup> Traduction de courtoisie, cf. section 3.6 « *In Italy the SMPO has to cover the following costs (i) the deactivation of old/legacy wholesale access product and activation of new/alternative wholesale access product, (ii) additional costs for decommissioning of co-location ANOs' sites, and (iii) costs for co-location in new local exchange and for interconnection equipment's to migrate customers. In addition, during migration until the local exchange is switched-off, the price of the NGA "substituting" wholesale service is equalized to the wholesale price of the "substituted" copper service. »*

Concernant le mécanisme de report de la fermeture, Colt regrette la très grande imprécision du projet de l'Autorité concernant le « *produit d'accès de substitution d'une qualité au moins comparable* » qui ne fournit aucunement la prévisibilité nécessaire aux opérateurs ni la garantie que ce produit d'accès sera en mesure de répondre aux besoins des opérateurs entreprises et de leurs clients. Autrement dit, l'Autorité offre à Orange la possibilité de fermer son réseau cuivre sans aucune garantie pour les opérateurs concurrents que des offres de substitution satisfaisantes seront disponibles. Colt ne comprend pas que cela soit possible.

Par ailleurs, s'agissant des informations transmises dans le cadre de la fermeture du réseau cuivre, Colt comprend du projet de l'Autorité (annexe 2, point 6.1) qu'Orange devra fournir à chaque opérateur, dès la phase de consultation sur la constitution d'un lot, les informations sur son parc de clients concernés. Colt est très favorable à une telle mesure et considère que les références ND (numéro d'identification) et VIA (pour chaque paire de cuivre) devront *a minima* être fournies. Colt rappelle également qu'il souhaite disposer du code postal en complément des codes INSEE ou IRIS, données spécifiquement françaises non disponibles ou exploitables dans ses systèmes d'information.

**Question 17. L'Autorité envisage d'imposer à Orange de restituer à l'Arcep chaque mois et chaque trimestre les valeurs des indicateurs de qualité de service à la maille départementale. Cette maille géographique permettrait d'affiner l'appréciation en cas de dégradation des indicateurs des difficultés et des mesures de correction proposées par Orange. Cette maille vous semble-t-elle adaptée ?**

Colt considère que si la maille départementale peut fournir des informations utiles, il est surtout nécessaire de prévoir l'obligation pour Orange de restituer les indicateurs spécifiques entreprises (accès avec GTR 4h en particulier) à la maille de chaque zone de fermeture du cuivre, afin de pouvoir exercer une surveillance précise du niveau de qualité de service fournie dans ces zones.

**Question 18. Avez-vous des observations liées aux obligations relatives à la qualité de service et imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée, à savoir les obligations portant sur l'engagement contractuel vis-à-vis des opérateurs clients de ce dernier, le respect de seuils chiffrés, et la publication d'indicateurs de qualité de service ?**

S'agissant des obligations de qualité de service imposées à Orange dans le contexte de la fermeture du cuivre, Colt invite l'Autorité à clarifier, au point k) « Adaptation du service de rétablissement des dérangements » de la section 4.2.3 « Accompagnement de la fermeture de la boucle locale cuivre » que les modalités du SAV pour les accès entreprises (accès multipaires et GTR 4h) ne pourront en aucun cas faire l'objet d'une adaptation.

Cette exclusion, prévue dans le projet d'analyse du marché 2 (où il n'y a pas d'équivalent du point k)) et mentionnée par le document de « bilan et perspectives » (p. 77), doit être expressément reprise dans l'analyse du marché 1, dès lors que le SAV, pour lequel les opérateurs payent un prix spécifique (options de GTR), est primordial pour les accès entreprises.



**Question 19. Que pensez-vous de la proposition de lever le contrôle tarifaire sur une partie du territoire et de la définition de cette dernière ?**

**Question 20. Que pensez-vous de la proposition d'une obligation de non-excessivité s'agissant des accès se trouvant dans une telle situation intermédiaire, ainsi que de la définition des accès concernés ?**

**Question 21. S'agissant des accès avec levée de l'obligation tarifaire et des accès en non-excessivité, estimez-vous nécessaire que des conditions supplémentaires soient imposées ? Si oui, lesquelles ?**

**Question 22. Avez-vous des observations sur les obligations tarifaires proposées s'agissant de l'accès à la boucle locale cuivre d'Orange ?**

Colt renvoie aux observations qu'il a formulées en réponse à la consultation publique portant sur les « bilan et perspectives » de régulation (question C.5.2) et réitère son opposition à tout allègement et à toute suppression des obligations tarifaires d'Orange sur le cuivre.

Sur le marché entreprises, une augmentation du tarif du dégroupage payé à Orange n'aura pour seul effet que d'augmenter la rente dont il bénéficie pour l'utilisation par les tiers de son réseau déjà amorti. Même à supposer que les opérateurs entreprises puissent répercuter, et répercutent effectivement, une éventuelle hausse du tarif du dégroupage à leur client<sup>10</sup>, la hausse en résultant ne sera pas suffisamment incitative pour justifier à elle seule une migration vers la fibre (qui est longue et complexe à mettre en œuvre), pour laquelle la fermeture technique constitue le véritable horizon, tandis que l'opérateur alternatif supportera des coûts de fourniture plus élevés réduisant ses marges (déjà réduites par les coûts engendrés par la décision d'Orange de fermer le réseau de cuivre).

Comme indiqué en réponse à la question 13, l'utilisation du tarif du cuivre comme « outil » d'incitation à la migration est, à la connaissance de Colt, inédite en Europe.

Colt a déjà fourni dans sa réponse à la consultation publique portant sur les « bilan et perspectives » les exemples de l'Allemagne, des Pays-Bas et de l'Espagne, où les tarifs du dégroupage sont stables depuis plusieurs années, et continueront de l'être, y compris dans un contexte de fermeture du réseau de cuivre (réponse à la question C.5.2). On peut également y ajouter l'exemple du Portugal, où le tarif est resté inchangé depuis une décennie, et celui de la Norvège, où le régulateur Nkom propose la stabilité du tarif du dégroupage jusqu'en 2025<sup>11</sup>.

Les tarifs doivent ainsi être gelés pendant la période de transition, *a minima* pour les accès entreprises.

Si l'Arcep devait malgré tout décider d'alléger ou de lever la régulation tarifaire du cuivre, il conviendrait alors, *a minima*, de prévoir un délai de préavis suffisant (18 mois minimum à compter de la fermeture commerciale effective), qui ne dépende pas de l'ampleur de la hausse décidée par Orange.

**Question 23. Avez-vous des observations sur les obligations tarifaires portant sur les ressources et services associés à l'accès à la boucle locale cuivre ?**

Comme souligné dans sa réponse à la consultation publique sur les « bilan et perspectives » de régulation pour le prochain cycle, Colt considère que les tarifs des prestations d'hébergement au NRA doivent être adaptés, dans le cas où, du fait de la décision d'Orange de fermer le cuivre à l'échelle communale, seules certaines lignes d'un NRA sont fermées.

<sup>10</sup> [SDA]

<sup>11</sup> [https://www.nkom.no/ekom-markedet/markeder/marked-3a-og-3b-lokal-og-sentral-tilgang-til-faste-aksessnett/\\_attachment/download/09d92f88-91ae-4be9-a39f-3f6cd9d9f188:ddf5cad4298dd99d346273c2f8e27c6e582bb623/Vedtak%20i%20Marked%203a.pdf](https://www.nkom.no/ekom-markedet/markeder/marked-3a-og-3b-lokal-og-sentral-tilgang-til-faste-aksessnett/_attachment/download/09d92f88-91ae-4be9-a39f-3f6cd9d9f188:ddf5cad4298dd99d346273c2f8e27c6e582bb623/Vedtak%20i%20Marked%203a.pdf)



En effet, le « vidage » partiel d'un NRA implique l'augmentation du coût moyen d'un accès pour Colt (les coûts fixes de l'hébergement restant les mêmes pour un nombre de lignes au NRA, et donc de clients et de revenus, en baisse).

Il s'agit une nouvelle fois d'un coût supplémentaire pour les opérateurs alternatifs, qu'il n'est pas justifié de leur faire supporter sans aucune contrepartie de la part d'Orange.

**Question 24. Avez-vous des observations sur les propositions de l'Autorité sur la mise en place d'un encadrement tarifaire et sur la méthode de coûts envisagée ?**

Colt renvoie à ses observations en réponses aux questions 19 à 22.

**Question 25. Avez-vous des observations liées aux obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée ?**

La comptabilisation des coûts par Orange doit permettre à l'Autorité d'identifier très précisément les différentes économies réalisées par ce dernier du fait de la fermeture du réseau de cuivre (coûts de maintenance, coûts d'exploitation, coûts de commercialisation, revenus tirés de la vente des équipements et du cuivre déposés, etc.).

Ces économies doivent être restituées aux opérateurs alternatifs sous forme de mesures de compensation des coûts supportés en raison de la décision d'Orange de fermer le réseau de cuivre (par exemple, sous forme de subvention par accès cuivre résilié).

## Commentaires sur le projet de décision d'analyse du marché 2

**Question 1. Avez-vous des observations sur la définition du marché pertinent de fourniture en gros d'accès de haute qualité ?**

**Question 2. Avez-vous des observations sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de fourniture en gros d'accès de haute qualité ?**

Colt partage l'analyse de l'Autorité selon laquelle la délimitation géographique du marché pertinent demeure nationale.

En ce qui concerne la définition du marché en termes de services, Colt souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur le fait que certains produits aujourd'hui analysés comme faisant partie du marché 3b peuvent répondre à certains besoins des opérateurs entreprises (ex : offres d'accès activé sur BLOM sans GTR ou avec GTR 10h, de type « FttH pro »).

Colt partage également la conclusion de l'Autorité concernant la puissance d'Orange sur le marché des accès de haute qualité.

**Question 4. Que pensez-vous du dispositif relatif aux mailles de fermeture proposé ? Quelle est votre position concernant un découpage adapté au traitement des communes les plus peuplées ? Faudrait-il selon vous prévoir une maille de fermeture infra communale et, le cas échéant, laquelle et pour quelle raison ?**

Colt renvoie aux observations formulées en réponse à la question 6 du projet d'analyse du marché 1.

**Question 5. Pour permettre le recours à un délai de prévenance réduit à 18 mois entre l'annonce de la fermeture commerciale et la fermeture commerciale effective, l'Arcep souhaiterait retenir des critères relatifs à des taux minimaux de déploiement FttH, de mutualisation à la maille des PM concernés et de migration des abonnés des réseaux cuivre vers les réseaux FttH. Ces critères vous apparaissent-ils pertinents ? Quelle devrait être la valeur des taux retenus ? D'autres critères doivent-ils être envisagés notamment pour rendre compte des enjeux spécifiques au marché entreprises, ou la spécificité de certains territoires (par exemple la présence de NRA-ZO ou de NRAMED) ?**

Colt renvoie aux observations formulées en réponse à la question 7 du projet d'analyse du marché 1.

**Question 7. Que pensez-vous des mécanismes de contrôle de la mise en œuvre des critères préalables à la fermeture de la boucle locale cuivre envisagés ? Estimez-vous que d'autres mécanismes de contrôle devraient être mis en place ? Si oui, lesquels ?**

Colt renvoie aux observations formulées en réponse à la question 10 du projet d'analyse du marché 1.

**Question 8. Que pensez-vous du principe d'un encadrement du ou des délais de prévenance en fonction des éventuelles hausses introduites par Orange pour la ZC1 d'une part, et pour les NRA de la ZC3 où l'obligation d'orientation vers les coûts serait levée d'autre part ? Quel serait selon vous le mécanisme idoine qui devrait être retenu par l'Autorité ? Pour quelles raisons ?**

Colt rappelle qu'il est opposé à la levée de l'obligation de pratiquer des tarifs reflétant les coûts correspondants sur la ZC3, pour les mêmes raisons que celles détaillées en réponse aux questions 19 à 22 du projet d'analyse du marché 1.

Concernant le délai de prévenance pour l'entrée en vigueur de hausses tarifaires, Colt estime que la proposition de l'Autorité, consistant à prévoir que la durée de préavis soit « adaptée » à l'ampleur de la hausse, ne permet pas aux opérateurs de disposer d'une prévisibilité suffisante, alors que la stabilité et la prévisibilité du cadre réglementaire constituent des objectifs de régulation et qu'ils sont particulièrement importants sur le marché entreprises, pour lesquels les possibilités de faire évoluer à la hausse les tarifs de détail sont soit inexistantes, soit très encadrées<sup>12</sup>. En effet, aucune précision n'est donnée s'agissant des critères permettant de considérer que le délai est adapté ou non.

Afin de disposer d'une prévisibilité suffisante, Colt souhaite que toute hausse des tarifs de la ZC3, dans les zones où l'obligation de pratiquer des tarifs reflétant les coûts serait levée, fasse l'objet d'un préavis d'une durée fixe et suffisamment longue (18 mois à compter de la fermeture commerciale effective), qui ne dépende pas de l'ampleur de la hausse.

**Question 9. Avez-vous des observations sur l'ajout d'un nombre d'occurrences minimum par groupe de produits conditionnant l'application des seuils pour la production sur support cuivre xDSL d'une part et pour les signalisations SAV sur support cuivre xDSL d'autre part ? S'agissant de la production d'accès sur support cuivre, avez-vous des remarques sur le seuil minimum de 100 occurrences par trimestre en dessous duquel les seuils de qualité de service ne sont pas applicables ? S'agissant des signalisations SAV, avez-vous une suggestion à faire pour déterminer le nombre d'occurrences minimum en dessous duquel les seuils de qualité de service ne sont pas applicables ? Que pensez-vous de l'utilisation du nombre de 100 occurrences par trimestre ?**

S'agissant du SAV, Colt souligne qu'il n'est en aucun cas acceptable de supprimer l'obligation pour Orange de respecter des seuils de qualité de service. Dès lors que les opérateurs clients payent pour une qualité de service renforcée (options de GTR), il n'y a aucune raison que les seuils ne soient pas applicables. D'ailleurs, le projet de l'Autorité ne fournit aucune explication à ce sujet, se contentant de mentionner qu'au-dessous d'un certain seuil, il ne serait plus proportionné d'imposer à Orange le respect d'un seuil apprécié à une maille nationale. Même à supposer que cela soit un problème, la solution ne consiste pas à supprimer l'obligation d'Orange de respecter un seuil chiffré, mais à adapter la maille d'analyse des indicateurs et à développer une analyse plus fine. La formation compétente de l'Autorité disposera dans tous les cas d'un pouvoir d'appréciation du respect de ces seuils et pourra tenir compte de tous les éléments qu'elle estime pertinents, dont le nombre d'occurrences, pour décider de l'opportunité de poursuites. Comme indiqué en réponse à la question 18 sur le projet d'analyse de marché 1, Colt considère que les obligations de qualité de service imposées à Orange sur le cuivre ne doivent faire l'objet d'aucun allègement du fait de la fermeture du cuivre.

Colt demande ainsi à l'Autorité d'être extrêmement vigilante et exigeante sur le niveau de qualité de service fourni par Orange sur les produits cuivre, notamment dans les zones de fermeture commerciale, et estime nécessaire qu'elle demande à Orange de lui fournir des indicateurs spécifiques pour ces zones (cf. réponse à la question 17 du projet d'analyse du marché 1).

<sup>12</sup> [SDA]

En outre, ainsi qu'il a déjà eu l'occasion de le souligner à de nombreuses reprises, Colt estime que le niveau de qualité de service fourni par Orange est très insuffisant, notamment sur la partie livraison des accès.

Comme déjà demandé par Colt, notamment au cours de réunions multilatérales, il est nécessaire qu'Orange octroie une véritable transparence sur les retards qui seraient dus à des tiers (« Att Tiers ») en fournissant systématiquement tous les éléments permettant d'en justifier (preuve de dépôt de la demande de permission de voirie par exemple), sans se défaire sur ses sous-traitants ou sa propre négligence<sup>13</sup>. Ces éléments doivent être *a minima* contrôlés par Orange pour chaque commande et être mis à disposition des opérateurs clients pour vérification.

De même, il n'est pas normal que les opérateurs clients d'Orange ne soient pas en mesure de disposer automatiquement et systématiquement de tous les éléments permettant de vérifier qu'une véritable parallélisation des tâches est mise en œuvre par Orange. En outre, le fait qu'une autorisation d'un tiers soit en cours d'instruction ne doit pas empêcher Orange d'entreprendre en parallèle les actions qui relèvent de sa responsabilité. Il convient donc, d'une part, qu'Orange parallélise les tâches et, d'autre part, qu'il soit transparent sur les actions menées dans le cadre de cette parallélisation.

#### [SDA]

C'est bien l'inertie et l'incurie persistantes d'Orange qui expliquent cet allongement très préjudiciable des délais de livraison. A cela s'ajoute son évidente mauvaise foi, non dénuée d'une certaine créativité, puisqu'Orange trouve toujours une nouvelle raison pour tenter de justifier ses mauvais résultats. Ainsi, après l'excuse du changement de sous-traitants, du manque d'attractivité du secteur et des difficultés de gestion de leurs sous-traitants, ce sont désormais les grèves qui sont invoquées pour expliquer ses retards (il serait intéressant que l'Autorité demande à Orange le taux de gréviste chez les techniciens Orange et ses sous-traitants). Cela n'est pas sérieux.

Il est urgent qu'un plan d'action concret, clair et précis soit fourni à brève échéance par Orange.

Les actions mises en œuvre par l'opérateur historique pour résorber ses retards très importants doivent prioriser la BLOD, pour laquelle les opérateurs tiers payent un coût élevé et qui constitue la majorité de leur parc d'accès activés, plutôt que le FttE, qui ne concerne à ce jour qu'un nombre très réduit d'accès.

En outre, les indicateurs fournis par Orange et leur mode de calcul doivent également permettre de retracer précisément les cas dans lesquels il est responsable, ce qui n'est toujours pas le cas. Depuis plusieurs années, et formellement en réunion multilatérale depuis mars 2022, les opérateurs ont demandé à Orange de réviser sa méthode de calcul des indicateurs pour ne pas s'exonérer de toute responsabilité du seul fait que ses retards propres seraient inférieures aux Att Tiers et Att Cli. Orange n'a toujours pas proposé d'action concrète sur cette demande, au prétexte qu'il priorise la mise en place d'un tel indicateur pour le FttE. Mais il convient encore une fois de rappeler que la grande majorité des accès du marché 2 sont des accès BLOD et non FttE.

#### **Question 10. Que pensez-vous de l'évolution envisagée de suppression de l'obligation d'orientation coût pour les zones arrière de NRA situés dans une zone fermée commercialement ?**

Colt renvoie aux observations formulées en réponse aux questions 19 à 22 du projet d'analyse de marché 1.

<sup>13</sup> Il convient que l'Autorité demande à Orange de s'assurer que les contrats conclus avec ses sous-traitants permettent de répondre à ce besoin de transparence.

### Question 11. Avez-vous des observations à formuler sur l'ajout du critère de non-régression ZF2-A vers ZF2-B ?

Colt est favorable au maintien en ZF1 / ZF2-A de communes ne remplissant plus les critères, puisqu'il s'agit des zones dans lesquelles les opérateurs alternatifs ont le plus investi. Or, en cas de régression de communes vers une autre zone (ZF2-A ou ZF-2B, selon le cas), Colt identifie un risque d'augmentation des tarifs de gros.

Par ailleurs, Colt demande qu'Orange prévoie une communication spécifique permettant d'identifier les communes susceptibles de régresser.

### Question 12. Quelles observations avez-vous à formuler sur cette partie 4 ?

**En premier lieu**, Colt réitère une nouvelle fois sa demande que l'Autorité impose à Orange l'obligation de proposer une prestation de réalisation de la **desserte interne** du client final pour les offres de type CELAN comme FttE.

Colt souligne que, du point de vue juridique, une telle obligation peut parfaitement être imposée en tant que ressource associée à l'accès, au sens du 19° de l'article L. 32 du CPCE<sup>14</sup>.

Cette mesure est en outre nécessaire, proportionnée et de nature à renforcer l'effectivité de l'accès ainsi qu'à renforcer l'équité dans les conditions de concurrence entre Orange, opérateur mixte d'envergure nationale, et ses concurrents uniquement présents sur le marché entreprises.

En effet, la fourniture d'une prestation de desserte interne permettrait d'améliorer de façon significative les délais de livraison des accès, dont les attentes clients (« AttCLI ») sont l'une des causes majeures. Elle permettrait de garantir que la desserte interne réalisée est conforme aux spécifications techniques d'Orange. Elle permettrait également de réduire les barrières à l'entrée pour les opérateurs purement entreprises qui ne disposent pas, contrairement à Orange, de sous-traitants pouvant réaliser ces prestations sur l'ensemble du territoire national.

Colt souligne qu'une telle prestation est proposée par de nombreux opérateurs, que ce soit sur le marché français (par exemple par SFR ou Covage) ou à l'étranger (par exemple par Openreach au Royaume-Uni).

En tout état de cause, à défaut d'imposer une telle prestation, Colt réitère sa demande formulée dans sa réponse à la consultation de « bilan et perspectives » que l'Arcep se penche sur les spécifications d'Orange relatives à la desserte interne conduisant à rendre complexe et coûteuse la desserte interne et à retarder encore la livraison de l'accès au motif d'une AttCLI ([SDA]).

**En deuxième lieu**, Colt demande une nouvelle fois que l'Autorité impose à Orange de fournir les informations, outils et prestations permettant de proposer et garantir aux clients finals une **diversité de bout-en-bout**, y compris au-delà de la boucle locale. Pour rappel, cette demande a été formulée pour la première fois, de façon extrêmement claire, lors de la réunion « accès de haute qualité » du 25 mars 2021<sup>15</sup>.

<sup>14</sup> « 19° Ressources associées. On entend par ressources associées, les services associés, les infrastructures physiques et les autres ressources associées à un réseau de communications électroniques ou à un service de communications électroniques, **qui concourent ou peuvent concourir à la fourniture de services via ce réseau ou ce service**. Sont notamment considérés comme des ressources associées les bâtiments ou accès aux bâtiments, **le câblage des bâtiments**, les antennes, tours et autres constructions de soutènement, les gaines, conduites, pylônes, regards de visite, armoires et boîtiers. »

<sup>15</sup> Le compte-rendu précise notamment « BT évoque le cas des sécurisations RS3 pour lesquelles les 2 liens du même sites client ont été coupés lors d'un même incident. La situation s'est produite en amont du



Il s'agit en effet d'une demande forte et récurrente du haut de marché de la clientèle entreprises, dont les besoins de sécurisation sont très élevés.

Une telle prestation est ainsi nécessaire pour répondre aux besoins des clients et renforcer la concurrence sur le marché entreprises. Du point de vue juridique, elle peut parfaitement être imposée par l'Autorité, là encore en tant que prestation d'accès ou ressource associée à l'accès<sup>16</sup>.

Il n'est pas question ici d'obtenir seulement une information à un instant T sur le NE (nœud *edge* / routeur collecte) de rattachement uniquement en SAV, comme proposé dernièrement par Orange, mais bel et bien une prestation garantissant la diversité de bout-en-bout durant toute la durée de la commande, intégrant les outils, prestations et informations nécessaires en avant-vente (étude de faisabilité) comme en après-vente.

A cet égard, Colt n'est pas dupe de la stratégie d'Orange développée lors de la réunion multilatérale du 23 mars 2023, consistant à faire semblant de ne pas comprendre la demande formulée depuis des années par les opérateurs, pour ne travailler finalement que sur une « solution » – sans, du reste, s'engager sur un quelconque calendrier – qui ne répond que très partiellement au besoin (fourniture de l'information à un instant T en SAV), pour ensuite tirer argument du manque d'intérêt des opérateurs pour cette « solution » incomplète, imparfaite, et insatisfaisante, afin d'essayer de faire acter l'abandon de l'ensemble de la demande de garantie de diversité de bout-en-bout par les opérateurs. L'autre « solution », consistant à souscrire à une prestation non régulée point-à-point de type VPNHD disponible uniquement pour des débits de 10Go afin de répondre à des demandes de clients souhaitant des liens de l'ordre de quelques dizaines ou centaines de Mo est quant à elle parfaitement absurde.

Durant les réunions multilatérales, les services de l'Arcep expriment leur lassitude sur le sujet, discuté maintenant depuis maintenant plus de deux ans.

Colt partage cette lassitude et demande en conséquence que cette obligation soit inscrite dans l'analyse de marché à venir, pour couper court aux stratagèmes d'Orange et à sa mauvaise foi manifeste et persistante.

Cette prestation, outre qu'elle répond à un besoin de marché et est proposée par la majorité des opérateurs présents sur ce marché (notamment SFR, Covage et Axione), est également nécessaire au titre de l'obligation de non-discrimination qui pèse sur Orange.

En effet, Colt, qui est en concurrence avec Orange lors de la réponse à des appels d'offres, ne peut pas croire qu'Orange Business Services ne propose pas cette garantie à ses clients.

A cet égard, Colt invite une nouvelle fois l'Autorité à investiguer cette question, sur le fondement des articles L. 32-4, D. 98-11 et, le cas échéant, L. 36-11 du CPCE et des dispositions de l'analyse de marché 4 en vigueur (et de celles de la décision à venir, le cas échéant), pour s'assurer que la branche de détail d'Orange ne bénéficie pas, y compris lors de la préparation de sa réponse à des appels d'offre, de l'accès à des informations, outils et prestations auxquelles les opérateurs alternatifs n'ont pas accès, et que les offres proposées par OBS, y compris les offres sur mesure,

---

*NRA, sur le même équipement PE [NE] point de convergence des 2 liens sécurisés. **BT souhaite disposer d'une proposition de sécurisation qui aille au-delà du NRA et qui garantira réellement la non-isolation d'un site critique. // Colt, Verizon et Adista appuient la demande de BT.** »*

<sup>16</sup> A cet égard, Colt ne comprend pas bien l'argument d'Orange selon lequel rien ne pourrait lui être imposé au-delà du périmètre de la boucle locale, alors que les offres des marchés 3b/2014 et 2/2020 (ex 4/2014) sont livrées au niveau régional et dépassent donc le périmètre de la boucle locale, et que cela fait plus de 15 ans que l'Autorité lui impose l'obligation, en tant que ressource associée à l'accès, de fournir certaines prestations en amont de la boucle locale (par exemple, dans le cadre de l'analyse du marché de l'accès passif à la boucle locale, l'Autorité a imposé à Orange dès 2005 de proposer l'offre de collecte LFO afin de renforcer l'effectivité de l'accès au dégroupage au niveau des NRA).

respectent l'obligation de reproductibilité technique, en ce qui concerne la fourniture au client d'une diversité de bout-en-bout<sup>17</sup>.

---

<sup>17</sup> Colt attire l'attention de l'Autorité sur la nécessité de demander également la documentation utilisée en avant-vente et en après-vente, et non uniquement le contrat de détail.

## Table des matières

Présentation de Colt Technology Services .....	1
Commentaires de Colt sur les projets de décision d'analyses des marchés du haut et très haut débit fixes .....	4
Commentaires sur le projet de décision d'analyse du marché 1 .....	6
Question 1. Avez-vous des observations sur la définition du marché pertinent de fourniture en gros d'accès local en position déterminée ? .....	6
Question 2. Avez-vous des observations sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de fourniture en gros d'accès local en position déterminée ? .....	6
Question 6. Que pensez-vous du dispositif relatif aux mailles de fermeture proposé ? Quelle est votre position concernant un découpage adapté au traitement des communes les plus peuplées ? Faudrait-il selon vous prévoir une maille de fermeture infra communale et, le cas échéant, laquelle et pour quelle raison ? .....	6
Question 7. Pour permettre le recours à un délai de prévenance réduit à 18 mois entre l'annonce de la fermeture commerciale et la fermeture commerciale effective, l'Arcep souhaiterait retenir des critères relatifs à des taux minimaux de déploiement FttH, de mutualisation à la maille des PM concernés et de migration des abonnés des réseaux cuivre vers les réseaux FttH. Ces critères vous apparaissent-ils pertinents ? Quelle devrait être la valeur des taux retenus ? D'autres critères doivent-ils être envisagés notamment pour rendre compte des enjeux spécifiques au marché entreprise, ou la spécificité de certains territoires (par exemple la présence de NRA-ZO ou de NRA-MED) ? .....	6
Question 8. Que pensez-vous de la faculté d'une fermeture technique à l'adresse et des délais associés envisagés par l'Autorité ? .....	7
Question 10. Que pensez-vous des mécanismes de contrôle de la mise en œuvre des critères préalables à la fermeture de la boucle locale cuivre envisagés ? Estimez-vous que d'autres mécanismes de contrôle devraient être mis en place ? Si oui, lesquels ? .....	7
Question 13. Avez-vous des observations sur l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée, et sur les précisions de cette obligation portant sur le dégroupage de la boucle locale de cuivre et les ressources et services associés à la fourniture de l'accès local en position déterminée ? ...	9
Question 14. Que pensez-vous du principe d'instaurer une obligation et un test de reproductibilité tarifaire s'agissant des accès cuivre qui ne seraient plus soumis à une obligation d'orientation vers les coûts ? Avez-vous des observations sur les modalités que ce test devrait prendre ? .....	11
Question 16. Avez-vous des observations liées à l'obligation de transparence et de publication d'informations concernant l'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée ? Que pensez-vous en particulier de l'obligation de préavis spécifique imposée s'agissant des évolutions tarifaires pour les accès cuivre faisant l'objet d'une obligation de non-excessivité ? .....	11
Question 17. L'Autorité envisage d'imposer à Orange de restituer à l'Arcep chaque mois et chaque trimestre les valeurs des indicateurs de qualité de service à la maille départementale. Cette maille géographique permettrait d'affiner l'appréciation en cas de dégradation des indicateurs des difficultés et des mesures de correction proposées par Orange. Cette maille vous semble-telle adaptée ? .....	12

Question 18. Avez-vous des observations liées aux obligations relatives à la qualité de service et imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée, à savoir les obligations portant sur l'engagement contractuel vis-à-vis des opérateurs clients de ce dernier, le respect de seuils chiffrés, et la publication d'indicateurs de qualité de service ? .....	12
Question 19. Que pensez-vous de la proposition de lever le contrôle tarifaire sur une partie du territoire et de la définition de cette dernière ? .....	13
Question 20. Que pensez-vous de la proposition d'une obligation de non-excessivité s'agissant des accès se trouvant dans une telle situation intermédiaire, ainsi que de la définition des accès concernés ? .....	13
Question 21. S'agissant des accès avec levée de l'obligation tarifaire et des accès en non-excessivité, estimez-vous nécessaire que des conditions supplémentaires soient imposées ? Si oui, lesquelles ? .....	13
Question 22. Avez-vous des observations sur les obligations tarifaires proposées s'agissant de l'accès à la boucle locale cuivre d'Orange ? .....	13
Question 23. Avez-vous des observations sur les obligations tarifaires portant sur les ressources et services associés à l'accès à la boucle locale cuivre ? .....	13
Question 24. Avez-vous des observations sur les propositions de l'Autorité sur la mise en place d'un encadrement tarifaire et sur la méthode de coûts envisagée ? .....	14
Question 25. Avez-vous des observations liées aux obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée ? .....	14
Commentaires sur le projet de décision d'analyse du marché 2 .....	15
Question 1. Avez-vous des observations sur la définition du marché pertinent de fourniture en gros d'accès de haute qualité ? .....	15
Question 2. Avez-vous des observations sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de fourniture en gros d'accès de haute qualité ? .....	15
Question 4. Que pensez-vous du dispositif relatif aux mailles de fermeture proposé ? Quelle est votre position concernant un découpage adapté au traitement des communes les plus peuplées ? Faudrait-il selon vous prévoir une maille de fermeture infra communale et, le cas échéant, laquelle et pour quelle raison ? .....	15
Question 5. Pour permettre le recours à un délai de prévenance réduit à 18 mois entre l'annonce de la fermeture commerciale et la fermeture commerciale effective, l'Arcep souhaiterait retenir des critères relatifs à des taux minimaux de déploiement FttH, de mutualisation à la maille des PM concernés et de migration des abonnés des réseaux cuivre vers les réseaux FttH. Ces critères vous apparaissent-ils pertinents ? Quelle devrait être la valeur des taux retenus ? D'autres critères doivent-ils être envisagés notamment pour rendre compte des enjeux spécifiques au marché entreprises, ou la spécificité de certains territoires (par exemple la présence de NRA-ZO ou de NRAMED) ? .....	15
Question 7. Que pensez-vous des mécanismes de contrôle de la mise en œuvre des critères préalables à la fermeture de la boucle locale cuivre envisagés ? Estimez-vous que d'autres mécanismes de contrôle devraient être mis en place ? Si oui, lesquels ? .....	15
Question 8. Que pensez-vous du principe d'un encadrement du ou des délais de prévenance en fonction des éventuelles hausses introduites par Orange pour la ZC1 d'une	

part, et pour les NRA de la ZC3 où l'obligation d'orientation vers les coûts serait levée d'autre part ? Quel serait selon vous le mécanisme idoine qui devrait être retenu par l'Autorité ? Pour quelles raisons ? .....	16
Question 9. Avez-vous des observations sur l'ajout d'un nombre d'occurrences minimum par groupe de produits conditionnant l'application des seuils pour la production sur support cuivre xDSL d'une part et pour les signalisations SAV sur support cuivre xDSL d'autre part ? S'agissant de la production d'accès sur support cuivre, avez-vous des remarques sur le seuil minimum de 100 occurrences par trimestre en dessous duquel les seuils de qualité de service ne sont pas applicables ? S'agissant des signalisations SAV, avez-vous une suggestion à faire pour déterminer le nombre d'occurrences minimum en dessous duquel les seuils de qualité de service ne sont pas applicables ? Que pensez-vous de l'utilisation du nombre de 100 occurrences par trimestre ? .....	16
Question 10. Que pensez-vous de l'évolution envisagée de suppression de l'obligation d'orientation coût pour les zones arrière de NRA situés dans une zone fermée commercialement ? .....	17
Question 11. Avez-vous des observations à formuler sur l'ajout du critère de non-régression ZF2-A vers ZF2-B ? .....	18
Question 12. Quelles observations avez-vous à formuler sur cette partie 4 ? .....	18